

Tout cela par la volonté des marchés financiers

Ils font et défont les gouvernements, imposent l'austérité dans toute l'Europe...

- qui réduit l'activité économique...
- ce qui va encore diminuer les recettes des États et augmenter leur déficit et leur dette...
- ce qui va justifier de nouvelles mesures d'austérité...

Si nous laissons faire, nous allons droit à la récession économique qui entrainera l'accroissement de la pauvreté et une nouvelle aggravation des inégalités.

Ce n'est pas à nous de payer leur dette

Les marchés financiers ont obtenu des pouvoirs publics, et des institutions financières internationales, la libre circulation des capitaux et l'absence de tout contrôle public sur leurs activités. Mais quand la crise financière arrive, les banques exigent des États, avec le chantage aux faillites en cascades, de racheter leurs dettes. Les dettes privées des banques sont devenues une dette publique des États, qui se plaignent maintenant de leur dette et s'en servent de prétexte pour imposer l'austérité.

Face à cela, il y a nécessité d'une riposte unitaire interprofessionnelle !

Pour mettre un coup d'arrêt à ces politiques d'austérité, il est nécessaire de construire un rapport de forces par la mobilisation. Lors de la réunion intersyndicale nationale du 18 novembre dernier, Solidaires a insisté sur la responsabilité des organisations syndicales pour organiser la riposte, sur la nécessité de construire une stratégie d'action unitaire qui aille au-delà du mois de décembre.

Nous avons signé le communiqué unitaire qui appelait à faire du 13 décembre une première journée de mobilisation se traduisant par des rassemblements dans tout le pays, indiquait une volonté commune de s'engager dans la durée et de construire un rapport de force pour imposer d'autres choix économiques et sociaux.

En ce sens, le communiqué commun actait une nouvelle réunion de l'intersyndicale en décembre pour « envisager de nouvelles initiatives en janvier ».

Cette perspective a disparu du tract national intersyndical d'appel aux actions du 13 décembre malgré la demande de Solidaires. Les autres organisations syndicales CGT, FSU, CFDT et UNSA, ont refusé de reprendre la phrase du communiqué commun.

Solidaires n'a donc pas signé ce tract, considérant qu'il était en retrait par rapport au communiqué commun. Pour Solidaires, la journée du 13 décembre n'est qu'une étape qui doit, au vu des attaques gouvernementales et patronales, avoir des suites plus importantes.

Cette question doit être débattue avec les salarié-es, dans les intersyndicales locales et professionnelles. Solidaires insistera sur cette proposition lors de la réunion intersyndicale qui suivra le 13 décembre.



Conscient de l'importance de la riposte, Solidaires est partie prenante des rassemblements et manifestations prévus le 13 décembre avec la volonté de débattre et de préparer avec les salarié-es les suites à donner à cette journée.

Contre leur austérité, pour un meilleur partage des richesses !

Le 13 décembre, dans la rue pour dire que nous refusons de payer leur crise !

Préparons la suite pour construire une mobilisation d'ampleur dès le mois de janvier

Union
syndicale

Solidaires

Solidaires Finistère 2 rue Nielly 29200 Brest

2011

144 Bd de la Villette
75019 Paris

Téléphone : 01 58 39 30 20
Télécopie : 01 43 67 62 14

contact@solidaires-org
www.solidaires-org